



NUMÉRO 174 • SEPTEMBRE - OCTOBRE 2023

TIJARIS



LE MAGAZINE DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET INTRA-OCI

OCI ÉVÈNEMENTS

**9^{ème} CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE L'OCI
SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

PP.3-5

La sécurité alimentaire et le développement agricole en ligne de mire



P.8

**LA VISION 2030, CREUSET
D'INVESTISSEMENTS AU TCHAD**



P.24

**ACCORD SPC-OCI DES PAYS DE LA CEMAC,
MEMBRES OCI : UN WIN-WIN OCI-CEMAC**

**WORKSHOP SUR L'ACCÈS
AUX MARCHÉS ET À LA GESTION
DES CHÂÎNES DE VALEUR**

P.19

**RÉUNION PRÉPARATOIRE
DU OIC COFFEE MEET
CAMEROON**

P.21

**ÉDUCATION ET DÉVELOPPEMENT
DES COMPÉTENCES DE LA JEUNESSE
DANS LES PAYS DE L'OCI**

P.28

ISSN : 2230-1933





Le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (C.I.D.C), dont le siège est à Casablanca (Maroc), constitue un instrument privilégié de promotion des échanges commerciaux des États Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique.

Il a pour objectifs de :

- Encourager le développement des échanges commerciaux réguliers entre les États Membres ;
- Promouvoir les investissements visant le développement des échanges commerciaux ;
- Contribuer à la promotion des productions des États Membres et favoriser l'accès aux marchés extérieurs ;
- Promouvoir l'information commerciale ;
- Assister les États Membres dans le domaine de la promotion commerciale et des négociations commerciales internationales ;
- Assister les entreprises et les opérateurs économiques.

L'action du C.I.D.C s'articule autour de six axes principaux :

PROMOTION COMMERCIALE

- Encourager les contacts entre les hommes d'affaires des États Membres ;
- Assurer la promotion des productions des États Membres notamment par la tenue régulière de la Foire Islamique et par l'organisation d'expositions et salons spécialisés ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Promotion des Exportations.
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion Commerciale.

INFORMATION COMMERCIALE

- Collecter et diffuser les données commerciales ;
- Développer des bases de données commerciales accessibles à distance ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Documentation et de réseaux d'Information Commerciale.

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

- Encourager les investissements intra-OCI ;
- Promouvoir les investissements étrangers dans les États Membres de l'OCI ;
- Encourager le partenariat entre les opérateurs économiques des États Membres ;
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion des investissements particulièrement ceux tournés vers l'exportation

ÉTUDES ET RECHERCHES

- Publier un Rapport Annuel sur le commerce inter-islamique ;
- Mener des études sectorielles concernant les produits et les marchés ;
- Etudier les voies et moyens susceptibles d'atténuer les obstacles au commerce entre les États Membres.

FORMATION

- Organiser des séminaires et des stages de formation
- Aider les États Membres à créer un corps d'experts dans les divers domaines du développement commercial.

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

- Assister les États Membres dans les négociations commerciales ;
- Préparer et organiser les négociations commerciales intra-OCI .

Latifa Elbouabdellaoui,
DG ICDT



Un secteur primaire, levier de croissance économique et de développement durable

Secteur clé de l'économie des pays membres de l'OCI, l'agriculture représente environ 10,4 % de valeur ajoutée du PIB et emploie près de 40 % de la population active. Le développement agricole peut ainsi contribuer à la croissance économique et à la création d'emplois.

Le secteur agricole peut aussi être un vecteur de développement durable. Il permet de protéger l'environnement, de préserver les ressources naturelles et de lutter contre le changement climatique. De plus, c'est une source de stabilité sociale et de sécurité, en ce sens que la sécurité alimentaire est un droit fondamental de l'homme. Le développement agricole peut contribuer à garantir la sécurité alimentaire des populations, ce qui est une condition essentielle de la stabilité sociale et de la sécurité.

En organisant la 9ème Conférence ministérielle de l'OCI sur la sécurité alimentaire et le développement agricole, les pays membres de l'OCI ont exprimé leurs intentions d'investir davantage dans le développement agricole. Des investissements qui passent par la mise en place de politiques publiques efficaces, l'amélioration des infrastructures et des services agricoles, et la promotion de l'innovation. Nous y revenons dans ce numéro. Aussi des sujets importants pour les pays membres de l'OCI, tels que le tourisme gastronomique, n'ont pas été occultés. Ce genre de tourisme constitue une importante opportunité, pour les pays membres de l'OCI qui dispose d'un large éventail de cultures, d'économies, de sociétés et de cuisines ; des atouts qui en font une destination naturelle pour les voyageurs. Pour rappel, le marché du tourisme gastronomique mondial, évalué à 1 200 milliards de dollars en 2019, devrait atteindre 2 100 milliards de

dollars d'ici 2027, soit un taux de croissance annuel de 9,5%. Un round up est fait dans ce numéro et nous relatons quelques success-stories.

Nous avons ausculté, pour vous dans le présent numéro, l'Accord sur le Système de préférences commerciales entre États OCI de la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale). Une bonne nouvelle, à la fois, pour la sous-région de la CEMAC et pour les pays de l'OCI, dans la mesure où il vise la promotion du commerce intrarégional.

Relativement à son rôle d'encouragement des échanges entre États membres OCI, de promotion des investissements... pour améliorer le bien-être des populations, le CIDC revient, dans ce numéro, sur des événements phares de l'OCI, notamment OBIC Istanbul, World Investment Forum d'Abu Dhabi, la Conférence ministérielle de Doha sur la souveraineté alimentaire et le développement agricole, ou encore le Workshop sur l'accès aux marchés et à la gestion des chaînes de valeur pour les entreprises et coopératives dirigées par des femmes dans les pays arabes membres de l'OCI. Cette impulsion à l'émancipation de la femme est illustrée par le point de vue d'une banquière dans « Let Girls Shine ».

Fidèle à son sacerdoce qui est d'accentuer sans cesse ses efforts pour le développement de la coopération entre les États membres de l'OCI, le CIDC met en avant ICDT Invest Days N'Djamena... et un agenda fourni, pour les semaines et mois à venir.
Bonne lecture !

OCI ÉVÈNEMENTS

- 03 La sécurité alimentaire et le développement agricole en ligne de mire
- 05 La souveraineté alimentaire au cœur de la Conférence ministérielle sur la sécurité alimentaire et le développement agricole
- 06 8^{ème} Forum mondial de l'investissement à Abu Dhabi
- 07 OBIC Istanbul : 2^{ème} Programme de renforcement des capacités des utilisateurs du Centre de veille économique de l'OCI
- 08 La Vision 2030, creuset d'investissements au Tchad

FOCUS

- 10 Tourisme Gastronomique: Catalyseur du tourisme dans les pays OCI
- 12 Rôle stratégique du tourisme gastronomique dans les arrivées touristiques
- 13 L'écosystème d'investissement dans le tourisme gastronomique
- 14 Réussites d'investissement et d'attractivité des IDE dans le tourisme gastronomique
- 15 Taille du marché du tourisme gastronomique

POINT DE VUE

- 16 «Let Girls Shine»

OCI ECO NEWS

- 19 Entreprises et coopératives dirigées par des femmes dans les pays arabes membres de l'OCI: Workshop sur l'accès aux marchés et à la gestion des chaînes de valeur
- 21 OIC Coffee Meet Cameroon
- 22 La souveraineté alimentaire passe par le soutien aux petits exploitants agricoles
Equipe du CIDC au Marathon pour l'inclusion sociale
- 23 Investissements : Création d'un mécanisme permanent de règlement des différends
Projet de digitalisation de certification des produits agricoles e-Phyto au Togo

GRAND ANGLE

- 24 Accord SPC-OCI des pays de la CEMAC, membres OCI: un win-win OCI-CEMAC

OCI STATS

- 28 Éducation et développement des compétences de la jeunesse dans les pays de l'OCI : Des gaps à combler
- 32 Indonésie: Activité culturelle de la jeunesse de l'OCI

DANS LE PIPE

- 34 Réunion consultative des états membres du Conseil de Coopération du Golfe Arabe pour la mise en œuvre du SPC-OCI
- 35 ICDT INVEST DAYS à N'Djamena

AGENDA

- 36 Les rendez-vous à ne pas rater

TIJARIS

ÉDITÉ PAR LE CENTRE ISLAMIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE

ISSN : 2230-1933

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Mme Latifa EL Bouabdellaoui

COMITÉ ÉDITORIAL
Mme Latifa El Bouabdellaoui • M. Mamoudou Bocar Sall • M. Ismail Taqui

RÉDACTEUR EN CHEF
Daouda MBaye

MAQUETTE ET MISE EN PAGE
Samir tebiche

RÉALISATION
Afrique Challenge Éditions

ÉDITEUR
Centre Islamique pour le Développement du Commerce Tour des Habous 11/12^{ème} étage
20000 Casablanca-Maroc.
icdt@icdt-oic.org - www. icdt-cidc.org

La sécurité alimentaire et le développement agricole en ligne de mire

LA 9^{ÈME} CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE L'OCI SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE, TENUE À DOHA, AU QATAR, LES 1^{ER} ET 2 OCTOBRE 2023, SOUS LE THÈME «VERS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030 DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI», N'A PAS OCCULTÉ LES DESSEINS D'UNE SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE, BASÉE SUR LES SECTEURS PRIMAIRE ET SECONDAIRE.



L'INTERVENTION DE MME LATIFA ELBOUABELLAOUI, DG DU CIDC



« L'intervention de Mme Latifa Elbouabdellaoui, DG du CIDC, à l'occasion de ce Forum a porté sur le rôle du commerce dans le renforcement de la sécurité alimentaire dans l'espace OCI. Elle a aussi mis l'accent sur les possibilités de promouvoir le secteur agro-industriel de manière assurer des chaînes régionales de production et d'approvisionnement stables et résilientes. »

Les États membres de l'OCI s'emploient désormais à élaborer et mettre en œuvre des stratégies et des programmes communs visant à promouvoir la sécurité alimentaire et le développement agricole dans la région. Seule la terre est nourricière, disaient les physiocrates. Les États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui l'ont compris, misent sur le secteur primaire et une agro-industrie qui le valorise.

La ville de Doha au Qatar a accueilli la Conférence ministérielle de l'OCI sur la sécurité alimentaire et le développement agricole. Cette conférence biennale a rassemblé des Ministres et d'autres responsables de haut niveau des 57 États membres de l'OCI. Placée sous le thème «Vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 dans les États membres de l'OCI», cette rencontre a permis aux participants de discuter et d'aborder les défis et les opportunités auxquels sont confrontés les membres de l'OCI. Les résolutions et déclarations adoptées concourent à promouvoir la sécurité alimentaire et le développement agricole, après un examen des activités de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire (OISA) et d'autres institutions de l'OCI travaillant dans le domaine de l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire.



Examinant les domaines de la sécurité alimentaire et du développement agricole, les différents intervenants se sont concentrés sur le rôle de l'agriculture dans la promotion du développement durable et la réduction de la pauvreté, les défis et les opportunités du changement climatique pour l'agriculture ou encore l'impact de la pandémie de Covid-19 et de la crise alimentaire mondiale sur les États membres de l'OCI.

Le rôle de la technologie et de l'innovation dans l'amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire dans les États membres de l'OCI n'a pas été en reste, tout comme l'importance du



PHOTO DE FAMILLE À LA FIN DE LA CONFÉRENCE

commerce et de l'investissement dans la promotion du développement agricole. Justement, il sera question d'accentuer la recherche scientifique, l'utilisation de tech-

nologies modernes pour renforcer le système de sécurité alimentaire et des efforts concertés pour soutenir les pays confrontés à des défis, tels que les catastrophes naturelle. ■

Ils ont dit...



S.E. M. Hissein Brahim Taha, Secrétaire général de l'OCI :

«Des travaux sont en cours pour élaborer un plan stratégique visant à assurer la sécurité alimentaire dans les États membres de l'OCI, dans le but de créer des synergies avec les stratégies nationales existantes ainsi que de mobiliser les ressources et les capacités à l'échelle de l'OCI pour une agriculture durable, un développement rural et une amélioration de la sécurité alimentaire.»



Dr Reem Al-Fulaj, Présidente du Conseil d'administration et Directrice générale de l'Autorité générale pour l'alimentation et la nutrition du Koweït :

«Cette conférence est "importante", en particulier à la lumière des défis auxquels le monde est confronté en matière de sécurité alimentaire et de l'impact des chaînes d'approvisionnement alimentaire en période de catastrophe et de crise... Nous allons vers le renforcement de la coopération environnementale dans le cadre de l'organisation du secteur alimentaire et agricole, afin de construire des systèmes alimentaires plus résilients et d'œuvrer pour atteindre les ODD, à travers l'échange de connaissances et de meilleures pratiques pour améliorer l'alimentation, la sécurité, la productivité et la résilience.»



Serik Zhumangarin, Vice-Premier ministre du Kazakhstan :

«Le Kazakhstan, un des plus grands producteurs et exportateurs de produits agricoles respectueux de l'environnement, a fait plusieurs propositions liées au développement des infrastructures de transport et de logistique et à la formation de nouvelles routes d'approvisionnement alimentaire... Nous insistons sur la nécessité de joindre les efforts de tous les membres de l'OISA pour se concentrer sur l'augmentation de la coopération en matière d'investissement, l'utilisation efficace des ressources en eau dans l'agriculture et la fourniture d'une aide humanitaire à ceux qui en ont besoin.»

La souveraineté alimentaire au cœur de la Conférence ministérielle sur la sécurité alimentaire et le développement agricole

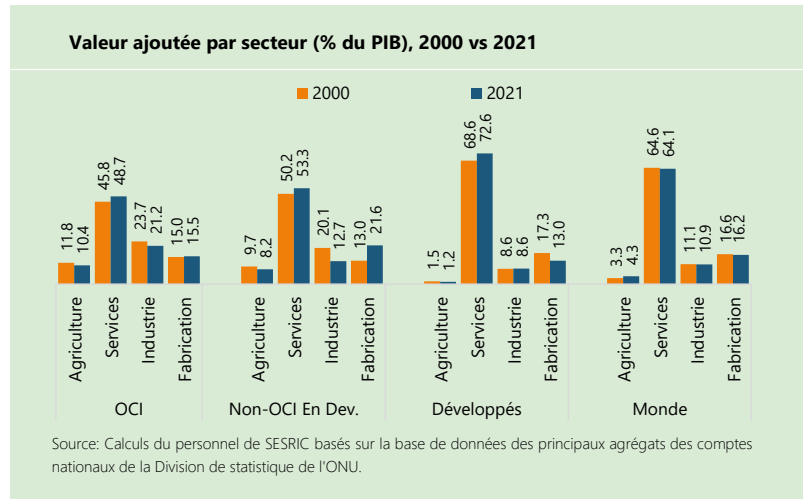
À DOHA, LES MINISTRES ET CHEFS DE GOUVERNEMENT DES PAYS MEMBRES DE L'OCI SE SONT MIS D'ACCORD POUR TRANSFORMER LES DÉFIS DU SECTEUR AGRICOLE EN OPPORTUNITÉS. LES MAÎTRES-MOTS ONT ÉTÉ UNE AMÉLIORATION VITALE POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES AGRICOLES ALIMENTAIRES, VIA L'EXPLOITATION DU POTENTIEL EXISTANT, UNE R&D AVEC UNE ÉCORESPONSABILITÉ CHEVILLÉE AU CORPS ET UN PARTAGE DE SUCCESS-STORIES.

Le secteur agricole joue un rôle crucial dans de nombreuses économies de l'OCI. Après un round up du secteur qui nous révèle qu'au cours de la dernière décennie, la production mondiale des cultures primaires (céréales, fruits, légumes, racines et tubercules, sachant que céréales, racines et tubercules étaient le plus grand groupe de cultures produites dans les pays de l'OCI en 2021) a augmenté, nous avons constaté que ces deux (céréales et racines & tubercules) représentent respectivement 39,9% et 25,1% de la production totale des quatre cultures primaires dans les pays de l'OCI. Au cours de cette période, les pays de l'OCI ont contribué à la production céréalière mondiale à hauteur de 405,2 millions de tonnes, soit une part de 13,2%, en légère baisse par rapport aux 14,6% de 2011.

Autre constat, parmi les diverses cultures fruitières cultivées dans le monde, les dattes se distinguent comme la seule culture fruitière pour laquelle les pays de l'OCI ont un avantage significatif, en termes de production, par rapport à toute autre région du monde. Pour rappel, les dattes sont cultivées depuis des milliers d'années, les preuves de leur culture remontant à 7000 ans avant J.-C. au Moyen-Orient.

Sortir d'une prévalence de sous-alimentation

En 2021, l'agriculture a représenté plus de 2,5% du produit intérieur brut (PIB) de 11 pays de l'OCI, à savoir Sierra Leone, Somalie, Tchad, Comores, Niger, Mali, Afghanistan,



Guinée-Bissau, Bénin, Mozambique et Guinée. La majorité d'entre eux sont des pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne, dont une part importante de la population travaille dans l'agriculture. C'est l'une des principales activités économiques. Cependant, sa contribution au PIB est en baisse dans les pays membres de l'OCI, passant de 11,8% en 2000 à 10,4% en 2021. Paradoxalement, bien qu'ils disposent d'importantes ressources agricoles, la plupart des pays en développement dépendent fortement des importations pour nourrir leurs populations locales. En 2020, les pays de l'OCI comptaient environ 203 millions de personnes sous-alimentées, soit 28% du nombre total de personnes sous-alimentées dans le monde et 11,2% de la population totale des pays de l'OCI.

Pour y remédier, la conférence ministérielle de Doha a souligné la nécessité de la mise en place d'un environnement favorable et la priorisation du

développement rural durable. Une telle feuille de route comprendra dans les pays membres des mesures, telles que cibler les agriculteurs vulnérables et les petits exploitants agricoles, garantir la propriété foncière et les droits de propriété, développer de nouveaux modèles d'entreprises, mettre en place des politiques de prix efficaces, améliorer l'accès au marché et au financement, soutenir l'adoption de technologies et de pratiques modernes, notamment la numérisation, promouvoir des pratiques agricoles intelligentes face au climat via les succès de l'Institut malaisien de recherche et de développement agricoles (MARDI), du Centre de recherche agricole (ARC) de l'Égypte, de la KACST (Ville Roi Abdulaziz pour la science et la technologie), de l'Agence indonésienne pour la recherche et le développement agricoles (IAARD), les technologies de pointe et méthodes d'agriculture de précision en Turquie... ■

8^{ème} Forum mondial de l'investissement à Abu Dhabi

LES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI ONT PARTICIPÉ AU 8^{ème} FORUM MONDIAL DE L'INVESTISSEMENT DE LA CNUCED DU 16 AU 20 OCTOBRE. L'ORGANISATION ÉTAIT DE LA PARTIE LORS DE CETTE RENCONTRE MULTIPARTITE BIENNALE. CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT, MINISTRES, CHEFS D'ENTREPRISE ET CHEFS D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES S'Y RETROUVENT POUR FACILITER LE DIALOGUE ET L'ACTION SUR LES DÉFIS MONDIAUX ACTUELS ET ÉMERGENTS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT.

Considéré par les gouvernements et les chefs d'entreprise comme le rendez-vous mondial incontournable pour les partenariats d'investissement et l'élaboration de politiques, le Forum mondial de l'investissement est un rendez-vous à ne pas rater pour les pays membres de l'OCI. Plateforme d'interaction entre les principales parties prenantes, notamment les décideurs politiques et les parlementaires, les PDG d'entreprises mondiales, les entreprises familiales, les chefs d'agences de promotion des investissements, les investisseurs, les dirigeants de bourses, les gestionnaires de fonds de pension et de fonds souverains, mais aussi les universitaires et les représentants de la société civile y ont échangé, sous le thème «Investir dans le développement durable».

Cette année, la rencontre a compté 8 000 participants, parmi lesquels 69 ministres, 700 Présidents directeurs généraux (CEOs), 65 intervenants, dont 35% femmes sur 157 panels.

Au menu de la 8^{ème} édition, des événements phares, des initiatives porteuses et autres solutions innovantes, en réponse aux défis mondiaux de l'investissement pour le développement. En effet, le forum vise à relever les principaux défis d'investissement causés par les multiples crises mondiales actuelles, singulièrement la nécessité



d'investir dans la sécurité alimentaire, l'énergie, la santé, la résilience des chaînes d'approvisionnement et la croissance des capacités de production dans les pays les plus pauvres.

Promotion du financement et des investissements climatiques

En outre, l'édition 2023, qui a eu lieu juste avant les négociations mondiales sur le changement climatique, lors de la COP28 au même endroit, a englobé un volet axé sur la promotion du financement et des investissements climatiques. Pour les décideurs, dont ceux des pays membres de l'OCI, ce fut une opportunité de trouver des solutions et de parvenir à un consensus sur les priorités en matière de financement et d'investissement climatiques. Sans aucun doute, les résultats alimenteront les négociations de la COP.

Les participants issus de pays membres de l'OCI en ont profité pour rencontrer la communauté mondiale des investisseurs et réseauter avec des participants de haut niveau, approfondir leur compréhension du paysage mondial de l'investissement et des politiques d'investissement.

En marge de WIF2023, le CIDC, la BID et l'ICIEC, en collaboration avec la CNUCED, ont organisé un Panel sur les Principes directeurs de la promotion des investissements dans les pays de l'OCI, mercredi 18 octobre 2023 à ADNEC Abu Dhabi, EAU.

Au cours du panel, les discussions ont tourné autour des voies et moyens pour harmoniser les politiques publics de l'investissement et partager les expériences réussies des Etats Membres de l'OCI et la coopération régionale. ■



OIC BUSINESS INTELLIGENCE CENTER ISTANBUL 2^{ème} Programme de renforcement des capacités des utilisateurs du Centre de veille économique de l'OCI

LE CIDC (CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE) A PARTICIPÉ, LES 26 ET 28 SEPTEMBRE 2023 À ISTANBUL, EN TURQUIE, AU 2^{ème} PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES UTILISATEURS DU CENTRE DE VEILLE ÉCONOMIQUE DE L'OCI (OIC BUSINESS INTELLIGENCE CENTER). LES ÉCHANGES ONT PORTÉ SUR LE RÔLE DU PARTAGE D'INFORMATIONS ET DE LA VEILLE ÉCONOMIQUE DANS LE SOUTIEN AUX DÉCISIONS COMMERCIALES ET D'INVESTISSEMENT.

Le Centre de veille économique de l'OCI occupe une place centrale comme outil d'aide à la décision des pays membres. C'est justement pour cette raison que ses programmes de renforcement des capacités de ses utilisateurs sont suivis. Au cours du 2^{ème} Programme, du genre, qui a réuni des participants de 20 pays membres de l'OCI, l'accent a été mis sur le rôle du partage d'informations et de la veille économique dans le soutien aux décisions commerciales et d'investissement. Le représentant du CIDC a fait une présentation, le 28 septembre 2023, sur l'utilisation efficace des ressources statistiques d'informations dans le commerce et les investissements. Il est utile de rappeler qu'à travers un atelier, un ensemble de différents services à of-

frir ont été exposés aux utilisateurs de l'OBIC (OIC Business Intelligence Center). Ils ont été sensibilisés aux sources d'informations et leur impact sur la prise de décision en matière de commerce et d'investissement.

À noter que la Turquie, l'Arabie saoudite et l'Indonésie seront les pôles pilotes de l'OBIC.

Partager l'expertise du Centre

Le CIDC a présenté une session sur l'utilisation des données et des analyses pour la prise de décision commerciale. Cette session a abordé les différentes sources de données disponibles, les méthodes d'analyse et les outils d'aide à la décision. Concrètement, la participation du CIDC à ce programme a été l'occa-

sion de partager les connaissances et l'expertise du Centre en matière de veille économique avec les participants de la région.

Grosso modo, la présence du CIDC à cette rencontre a porté sur la présentation d'une session sur l'utilisation des données et des analyses pour la prise de décision commerciale, et la participation à un panel sur la coopération entre les institutions de veille économique.

Notons aussi que le CIDC est intervenu lors d'un panel sur la coopération entre les institutions de veille économique. Le panel a discuté des avantages de la collaboration entre les institutions publiques et privées pour améliorer la qualité de la veille économique. ■



M. NASSOUR MAHAMAT DELIO, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE NATIONALE DES INVESTISSEMENTS ET DES EXPORTATIONS (ANIE)

La Vision 2030, creuset d'investissements au Tchad

AVEC LE TCHAD, PAYS AUX OPPORTUNITÉS MULTIPLES, BÉNÉFICIAIRE D'UNE POSITION GÉOSTRATÉGIQUE IDÉALE AU CENTRE DU CONTINENT, QUI AMÉLIORE SON RANG DANS LE DOING BUSINESS, AVEC UN MEILLEUR CLIMAT DES AFFAIRES, Y COMPRIS POUR L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ, ET QUI ACCUEILLE ICDT-INVEST DAYS NDJAMÉNA LES 13 ET 14 DÉCEMBRE 2023, LES INVESTISSEURS DES PAYS MEMBRES DE L'OCI ONT UNE OPPORTUNITÉ DE RÊVE. M. NASSOUR MAHAMAT DELIO, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE NATIONALE DES INVESTISSEMENTS ET DES EXPORTATIONS (ANIE), NOUS EN DIT UN PEU PLUS.

TIJARIS: La République du Tchad abritera ICDT-Invest Days Ndjaména, signe de l'importance accordée par le pays aux États membres de l'OCI. Quelles mesures pour rendre encore plus attractif le Tchad auprès des investisseurs des pays I'OCI et de quels atouts majeurs dispose-t-il ?

M. Nassour Mahamat Delio : Depuis la création de l'ANIE, plu-

sieurs réformes ont été engagées pour améliorer le climat des affaires au Tchad, notamment la mise en place du Guichet unique de création d'entreprises (Ndlr : GUCE), seul endroit où les autorisations commerciales sont délivrées. Le GUCE a permis de réduire considérablement le coût et le délai de création d'une entreprise et tout cela en un seul point.

Parmi les grandes réformes et

innovations engagées par le gouvernement, le cadre légal des investissements qui s'est amélioré aux meilleurs standards avec la Charte nationale des investissements. C'est une loi qui accorde beaucoup de facilités et d'exonérations aux investisseurs.

Sans être plus exhaustif, depuis peu, le Conseil présidentiel pour le climat des affaires, organe placé sous la supervision directe du Chef

de l'État, a vu le jour. Même s'il n'est pas encore opérationnel, cet observatoire permettra de faire périodiquement le point sur les différents indicateurs permettant d'assainir et d'améliorer le Doing Business dans notre pays.

Dans le cadre du Plan stratégique et opérationnel 2021-2025, il est fait part d'une volonté de faire du Tchad une puissance émergente, un carrefour régional des échanges entre l'Afrique subsaharienne, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Nous avons voulu mettre en place une stratégie ambitieuse, afin de positionner notre pays au plus vite dans un cadre propice aux affaires et attirer de plus en plus des investissements directs extérieurs (IDE).

Le positionnement du Tchad au cœur de l'Afrique, au carrefour du monde oriental et subsaharien, non loin de mastodontes africains, tels que l'Égypte et le Nigéria, avec une population à plus de 50% de moins de 25 ans

, d'énormes potentialités avérées dans plusieurs secteurs, tels que l'agriculture, l'élevage, les mines, etc., nous font dire sans aucun doute qu'un investissement massif doit se faire pour espérer se positionner parmi les puissances émergentes du continent. Ce plan stratégique ambitieux, mais réaliste, est arrimé aux différents plans de développement du Tchad que porte notre gouvernement et aussi à une vision globale pour notre pays, «La Vision 2030, le Tchad que nous voulons».

Quel appui technique peut vous être apporté par le CIDC ?

Le CIDC, organe subsidiaire de l'OCI, a beaucoup d'expérience dans la vulgarisation des bonnes pratiques commerciales et des

*Depuis peu,
le Conseil présidentiel
pour le climat des
affaires, organe placé
sous la supervision
directe du Chef de
l'État, a vu le jour.*

politiques d'attraction des investissements directs étrangers. Nous tenons à relever ici la collaboration franche et fructueuse que nous entretenons avec le CIDC et son organe exécutif. La convention de partenariat, que nous avons signée avec cette institution pour l'organisation du Forum sur les investissements, nous réjouit au plus haut point. Nous tenons à adresser notre sincère gratitude aux dirigeants du CIDC et nous comptons sur eux pour développer des activités de renforcement des capacités de notre équipe, l'organisation d'un événement où on mettra le focus sur un produit tchadien, l'appui pour la production du guide des investisseurs, entre autres.

Quelles séries d'évènements a prévu d'organiser l'ANIE pour promouvoir les opportunités d'investissement qu'offre le pays, que ce soit auprès des investisseurs locaux, de la diaspora tchadienne ou encore des fonds d'investissements étrangers ?

Bien sûr, le Forum d'investissement ICDDT-Invest Days Ndjaména sera l'évènement de cette fin d'année pour l'ANIE. Fin novembre, nous allons aussi participer activement à la table ronde sur la mobilisation de ressources, concernant le PND 2023-2027, qui sera organisée par le ministère de la Prospective économique et des partenariats internationaux, dont notre Agence est partie prenante. Courant 2024, nous prévoyons aussi de mettre en place un Nouveau Plan d'action qui

va intégrer des stratégies diverses quant à la mobilisation de partenariats pour financer les investissements locaux.

Pouvez-vous nous faire part des stratégies, législations et autres politiques sociales entreprises ou à entreprendre pour une meilleure intégration de la femme dans l'économie tchadienne ?

Le Tchad s'est doté d'une Stratégie nationale de l'entrepreneuriat féminin portée par le ministère du Commerce et de l'industrie. À cela s'ajoutent plusieurs initiatives et décrets en lien avec le renforcement de la place de la femme et de son intégration économique.

La loi 012/PR/2020 portant création de la Chambre nationale de l'entrepreneuriat féminin (CNEF) vise à autonomiser les femmes et leur apporter le soutien nécessaire pour leurs différentes activités entrepreneuriales.

Les différents partenaires techniques et financiers qui accompagnent le secteur privé le font aussi pour soutenir le gouvernement dans ses efforts. Le PNUD a mis en place un projet d'appui au développement de l'entrepreneuriat féminin et l'expérimentation des solutions innovantes correspondant à son offre programmatique pour mettre en œuvre la Stratégie nationale de développement du secteur privé (Ndlr : SNDSP).

Nous avons aussi différents décrets, notamment le décret N° 58/PR/MTJS/DT/MOPS du 8 février 1969, relatif au travail des femmes et des femmes enceintes. Le décret n° 02-186 PR/MASF du 16 avril 2002, portant institution de la Semaine nationale de la femme tchadienne (SENAFET), qui a pour objet de contribuer à la mise en œuvre de la politique nationale de la promotion de la femme tchadienne abroge le décret N° 54/PR/MAFSPF/90 du 28 février 1990. ■



TOURISME GASTRONOMIQUE

Catalyseur du tourisme dans les pays OCI

DANS L'ESPACE OCI, GROUPE COMPOSÉ DE 57 PAYS, AVEC UNE POPULATION DE + DE 1,8 MILLIARD DE PERSONNES, LIBÉRER LE POTENTIEL TOURISTIQUE, À TRAVERS LE TOURISME GASTRONOMIQUE ET DE LA SANTÉ, EST TRÈS JUDICIEUX. DÉJÀ, LE SECTEUR DU TOURISME CRÉE DANS LA RÉGION DES MILLIONS D'EMPLOIS ET CONTRIBUE À PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT. IL PROMEUT DE SURCROÏT L'HARMONIE ET LA PAIX, TOUT EN GÉNÉRANT DES MILLIARDS DE REVENUS. QUELQUE 292 MILLIONS DE TOURISTES INTERNATIONAUX ONT GÉNÉRÉ 238 MILLIARDS \$ DE RECETTES EN 2019.

Le tourisme est un secteur porteur. Dans le cadre de leurs programmes respectifs consacrés au tourisme, Tourdev et Tourisme-CaB, et conformément aux résolutions pertinentes de la 38ème Session du Comcec et de la 11ème Session de la Conférence islamique des ministres du Tourisme (ICTM), le Sesric et le Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC) ont coorganisé un webinaire de formation sur le «Tourisme gastronomique dans les pays de l'OCI», les 4 et 5 octobre 2023, via une plateforme de vidéoconférence en ligne.

Ce webinaire de formation a été assuré par des experts compétents d'Égypte, du Maroc, d'Indoné-

sie, du Mozambique, d'Oman, du Sénégal, de Tunisie, de Turquie et d'Ouzbékistan, au profit des experts et des cadres des ministères et des autorités nationales compétentes en matière de tourisme dans les pays membres de l'OCI. La formation de deux jours était destinée à renforcer les compétences des participants des pays membres de l'OCI dans le tourisme gastronomique, en leur présentant les dernières tendances et le partage d'expériences réussies du secteur. Elle s'inscrit en droite ligne d'une récente étude du CIDC dans 6 pays de l'OCI dans la branche du tourisme gastronomique (Maroc, Qatar, Indonésie, Ouzbékistan, Ouganda et Nigéria) qui a permis de mettre en évidence les opportu-

nités de renforcement de la coopération intra-OCI.

Il en ressort que généralement le tourisme gastronomique est une industrie en plein essor qui met en valeur la diversité culinaire, les traditions et saveurs de ces nations. Les tendances récentes ont montré une augmentation de l'immersion des expériences, telles que des cours de cuisine, des festivals gastronomiques et des sentiers du patrimoine culinaire. Le tourisme gastronomique est un segment de l'industrie du voyage qui devrait croître de 25% par an, les voyageurs recherchant des produits authentiques et des expériences culinaires durables ancrées dans la culture et les traditions d'une destination.

L'avènement des réseaux sociaux a exacerbé le tourisme gastronomique, incitant les voyageurs à explorer les trésors gastronomiques des pays de l'OCI. Aussi, l'essor des applications et des sites web de tourisme gastronomique a permis aux gens de découvrir plus facilement de nouvelles spécialités culinaires.

Un gros potentiel à exploiter

Le potentiel de croissance de ce secteur est énorme, et en investissant dans les infrastructures, en favorisant la coopération et en promouvant des pratiques durables, un certain nombre de pays peuvent devenir des destinations de choix pour les voyageurs gourmets, leur offrant un avant-goût de l'authentique culture et délices culinaires inoubliables. Dans les pays de l'OCI, excepté des membres comme la Turquie, la Malaisie, le Maroc et l'Indonésie qui ont fait des progrès significatifs dans la promotion de leurs offres de tourisme gastronomique, cette branche n'est pas encore exploitée à sa juste valeur, comparativement à diverses autres zones.

Un rapide état des lieux dévoile que les pays de l'OCI ont un patrimoine culinaire riche et diversifié qui peut attirer les touristes.

À travers le développement de l'infrastructure du tourisme gastronomique et de programmes de visites gastronomiques, de cours de cuisine, de festivals culinaires, de davantage de sensibilisation et de promotion des offres touristiques gastronomiques... la croissance du tourisme gastronomique dans les pays de l'OCI sera effective.

Des success-stories

Fort heureusement, plusieurs pays de l'OCI ont réussi à exploiter le marché du tourisme gastronomique. La Malaisie, par exemple, est devenue une destination populaire pour le tourisme halal, avec ses cuisines halal diversifiées et

délicieuses. Aussi, la Turquie a capitalisé sur son riche patrimoine culinaire, proposant aux touristes des visites culinaires et des cours de cuisine. Le Maroc a développé aussi une stratégie globale pour promouvoir son tourisme gastronomique, comprenant un investissement dans les services de restauration (traiteur), le développement des expériences de tourisme culinaire et l'établissement de partenariats avec des agences de voyages pour promouvoir sa cuisine.



À travers des stratégies de marketing et de promotion, les pays de l'OCI peuvent promouvoir la branche. Parallèlement, des partenariats avec des agences de voyages, du marketing numérique, des campagnes et festivals et visites gastronomiques, voire des dégustations, peuvent être développés ainsi que des forfaits de tourisme culinaire ou des cours et ateliers de cuisine, de ferme et de pêche, pour attirer davantage de visiteurs.

De plus, les pays de l'OCI peuvent collaborer avec d'autres pays et organisations internationales pour promouvoir leur patrimoine culinaire en participant à des expositions internationales. Pour répondre au marché croissant du tourisme halal, des circuits gastronomiques halal et

des cours de cuisine ou des voyages expérientiels et immersifs peuvent être programmés. Des exemples de la Malaisie, de l'Indonésie ou du Maroc peuvent être cités. La Malaisie s'est imposée comme une destination populaire pour le tourisme gastronomique, en particulier le tourisme halal. En tant que marché de niche, ce marché y aurait atteint environ 4,3 milliards de dollars en 2020. En Indonésie, il profite à tout le secteur. En 2019, les recettes touristiques totales s'y élevaient à 20,1 milliards \$, selon le ministère indonésien du Tourisme et de l'économie créative. Même son de cloche au Maroc où le tourisme a contribué pour 7,5 milliards \$ en 2019 dans le PIB, d'après la Banque mondiale, avec une part conséquente de la branche gastronomique. ■



[FOCUS]

Rôle stratégique du tourisme gastronomique dans les arrivées touristiques

LES PAYS MEMBRES DE L'OCI ABRITENT DES CULTURES ET DES TRADITIONS CULINAIRES DIVERSES, CE QUI EN FAIT DES DESTINATIONS ATTRAYANTES POUR LES TOURISTES. EN PHASE AVEC LA TENDANCE CROISSANTE DE TOURISTES À LA RECHERCHE DE LIEUX UNIQUES ET AUTHENTIQUES, LE TOURISME GASTRONOMIQUE EST À ENCOURAGER DANS NOS PAYS.

Les pays membres de l'OCI abritent certaines des cuisines les plus diverses et les plus savoureuses du monde, ce qui en fait des destinations idéales pour le tourisme gastronomique. Chaque pays a des traditions alimentaires uniques influencées par la géographie, l'histoire et la religion. Par exemple, la cuisine turque est fortement influencée par la cuisine ottomane qui incorpore des éléments des cuisines d'Asie centrale, du Moyen-Orient et de la Méditerranée.

Quant à la cuisine marocaine, elle est fortement influencée par les cuisines berbère, arabe et méditerranéenne.

En plus des expériences culturelles et culinaires, le tourisme gastronomique peut contribuer aux économies locales en créant des emplois et en générant des revenus pour les communautés locales. De nombreuses corporations peuvent bénéficier de demandes accrues de produits et de services, notamment chez les agriculteurs, artisans, producteurs alimentaires locaux,

restaurants, cafés et marchés alimentaires.

Parmi les défis auxquels fait face le développement du tourisme gastronomique dans les pays de l'OCI, l'insuffisance des infrastructures et le soutien limité au développement du secteur du tourisme. De nombreux pays de l'OCI ont des réseaux de transport sous-développés, des réceptifs limités, des problèmes de qualité des services touristiques, ce qui rend difficile l'accès à des expériences culinaires. Entre autres difficultés, une sensibilisation limitée et une faible compréhension du potentiel du tourisme gastronomique parmi les communautés locales.

Tendances récentes du tourisme gastronomique

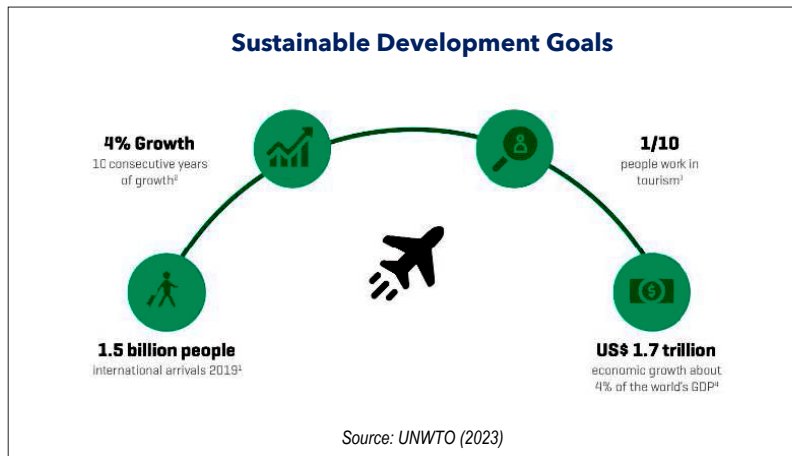
L'industrie du tourisme gastronomique a évolué et a été affectée par de nouvelles tendances. L'une des tendances récentes met l'accent sur une alimentation durable et locale. De plus, de nombreux touristes re-

cherchent des aliments sains et biologiques, qui peuvent être trouvés dans les cuisines traditionnelles des pays de l'OCI. Une autre tendance du tourisme gastronomique est la fusion de différentes cuisines. Mélanger les traditions culinaires de différentes cultures peut créer des expériences culinaires touristiques passionnantes et uniques. Les pays de l'OCI peuvent tirer parti de leurs diverses cultures alimentaires pour produire une cuisine fusion qui fait appel à différents goûts et préférences.

Le tourisme de la fourche à la fourchette est une autre tendance croissante du tourisme gastronomique. Aux touristes qui souhaitent en savoir plus sur le processus de production alimentaire et veulent en faire l'expérience, les pays de l'OCI peuvent proposer une offre singulière. À cela s'ajoutent toutes autres déclinaisons, allant des festivals culinaires aux ateliers en passant par les cours et ateliers ou alimentation de rue en Égypte (Street Food in Egypt). ■

L'écosystème d'investissement dans le tourisme gastronomique

PLUSIEURS FACTEURS POURRAIENT STIMULER LES INVESTISSEMENTS DANS LE TOURISME GASTRONOMIQUE AU SEIN DES PAYS DE L'OCI. À L'AUGMENTATION SIGNIFICATIVE DU NOMBRE DE TOURISTES MUSULMANS, QUI DEVRAIT ATTEINDRE 1,8 MILLIARD D'ICI 2030, D'APRÈS LE CENTRE DE RECHERCHE PEW, S'AJOUTENT DE NOUVEAUX PARADIGMES, NOTAMMENT DES VOYAGEURS EN QUÊTE D'EXPÉRIENCES AUTHENTIQUES ET GASTRONOMIQUES POUR S'IMMERGER DANS LA CULTURE ET LA CUISINE DES PAYS DE L'OCI. LE BON CLIMAT DES AFFAIRES DANS NOS PAYS AUGURE D'UN ACCROISSEMENT CERTAIN.



Actuellement, le tourisme gastronomique a gagné en popularité dans le monde entier et les pays de l'OCI sont bien placés pour tirer parti de cette tendance grâce à leur large gamme d'options alimentaires, allant des plats traditionnels aux cuisines fusions innovantes. Le climat d'investissement favorable qu'offrent de nombreux pays membres de l'OCI en termes d'attractivité, grâce à des incitations fiscales, un soutien aux entreprises et d'autres avantages, intéresse à plus d'un titre les traiteurs ou entreprises en lien avec le tourisme gastronomique. La résultante est que l'écosystème d'investissement dans le tourisme gastronomique au sein des pays de l'OCI se développe rapidement, offrant des perspectives intéressantes pour les investisseurs. Les efforts des pays membres visant à renforcer les capacités

institutionnelles et humaines en partageant les connaissances, les expériences et les meilleures pratiques entre les ministères concernés et les institutions nationales en charge du tourisme comprennent des programmes. Dans le cadre de ces programmes (Tourdev et Tourisme-CaB), le CIDC vient d'organiser des activités de renforcement des capacités en utilisant diverses modalités, telles que des cours de formation, des ateliers de formation et des visites d'étude.

Un secteur en croissance

Les voies d'investissement comprennent l'établissement ou l'investissement dans des restaurants et des hôtels ou encore le soutien des festivals et événements gastronomiques. Les investisseurs peuvent soit lancer leur propre établissement culinaire, soit contribuer à

ceux existants. De plus, investir dans la production alimentaire et le traitement est une option à plus long terme, mais il rapporte des bénéfices importants. Cette approche consiste à investir dans des entreprises spécialisées dans la production alimentaire traditionnelle ou dans la cuisine fusion innovante. Les observateurs trouvent que c'est un secteur qui continue de se développer, il générera de nouvelles opportunités pour les investisseurs intrigués par les perspectives de ce marché. Néanmoins, il n'y a pas une capacité suffisante pour soutenir la croissance. Ceci est principalement dû au manque de restaurants, d'hôtels et autres infrastructures. Aussi, le manque de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur affecte négativement le développement du secteur touristique.

Pas suffisamment encouragé, le secteur du tourisme gastronomique est quelque peu entravé par des barrières juridiques dans certains pays. Enfin, la question de la durabilité ne doit pas être négligée, car certaines destinations n'adhèrent pas au principe de la durabilité, qui est un facteur freinant la croissance du secteur. Toutefois, de nouveaux projets d'investissement pourraient aider à relever certains de ces défis en apportant une nouvelle compréhension de la gestion technique et des technologies pour les opérations. ■

Réussites d'investissement et d'attractivité des IDE dans le tourisme gastronomique

POUR ATTIRER LES IDE DANS LE TOURISME GASTRONOMIQUE, LES PAYS DE L'OCI ONT PRIS DIVERSES MESURES ET INITIATIVES. CERTAINS D'ENTRE EUX ONT DÉVELOPPÉ DES CAMPAGNES DE MARKETING POUR METTRE EN VALEUR LEURS ATOUTS GASTRONOMIQUES. LES ÉVOLUTIONS RÉCENTES DANS LES INVESTISSEMENTS ONT CONNU NOMBRE DE SUCCÈS.



Les pays de l'OCI, avec leur riche patrimoine culturel et leurs diverses traditions culinaires, poursuivent activement les stratégies pour attirer les IDE dans le tourisme gastronomique. Ces pays reconnaissent le potentiel des cuisines et des expériences culinaires uniques pour attirer les touristes et les investisseurs internationaux. En tirant parti de leurs atouts culinaires, ils visent à renforcer leur secteur touristique, à promouvoir la culture, à échanger et stimuler la croissance économique. Des réussites ne manquent pas en termes d'investissement dans le tourisme gastronomique. L'un des chefs les plus célèbres de Turquie, CZN Burak, a acquis une renom-

mée mondiale avec plus de 35 millions abonnés sur Instagram. Il a récemment investi au Qatar depuis la Turquie en ouvrant un nouveau restaurant à Doha, la capitale du Qatar. Ce nouveau restaurant est rapidement devenu le centre d'attention des Qataris et des touristes étrangers.

Wagamama, chaîne de restaurants britanniques, a ouvert sa première succursale à Istanbul et est connue pour sa cuisine japonaise saine et délicieuse.

Qatar Investment Authority, fonds souverain du Qatar, a investi 45 milliards \$ dans McDonald's, plus grande chaîne de restauration aux États-Unis. Cet investissement est destiné à développer le secteur touristique du Qatar. Le ministère du Tourisme du Qatar a lancé une nouvelle campagne de tourisme gastronomique pour promouvoir le potentiel touristique du pays, à travers sa riche culture culinaire et sa gastronomie.

Le ministère saoudien de la Culture, lui, a ouvert un nouveau centre gastronomique pour préserver et promouvoir la riche culture culinaire et le patrimoine gastronomique du pays. Le ministère saoudien du Tourisme a lancé une campagne pour promouvoir le tourisme gastronomique.

Dubaï a sélectionné le groupe Hilton pour développer un nouvel hôtel d'un milliard \$ en 2022. Ce nouvel hôtel contribuera à la croissance du groupe Hilton sur le marché du Moyen-Orient et sera situé au centre de Dubaï, offrant 500 chambres et suites.

Faciliter le processus d'investissement

La chaîne de restaurants X a ouvert un nouveau restaurant chinois à Rabat, au Maroc. Ce restaurant sera une contribution importante au tourisme gastronomique du Maroc et vise à attirer davantage de touristes dans la capitale.

En accueillant la Coupe du monde de la FIFA 2022, le Qatar a su transformer une opportunité économique majeure. Cet événement a en effet attiré d'importants IDE dans le pays, stimulant le secteur touristique et attirant davantage de touristes.

L'Arabie saoudite investit massivement dans les infrastructures, dans le cadre de son programme Vision 2030, à hauteur de 100 milliards \$ pour un objectif de 100 millions de touristes par an. Dans le même sillage, l'Égypte prévoit d'investir 10 milliards \$ pour attirer 50 millions de touristes par an.

Certains pays membres ont introduit des politiques et des incitations favorables à l'investissement. Ils encouragent les investisseurs étrangers à créer des restaurants, des écoles culinaires et des infrastructures liées à l'alimentation et d'autres entreprises. Les gouvernements ont facilité le processus d'investissement, rationalisé les réglementations et fournissent un soutien aux entrepreneurs culinaires pour garantir un environnement commercial propice. ■

Taille du marché du tourisme gastronomique

LE TOURISME EST UNE FORCE DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DE DÉVELOPPEMENT, GÉNÉRANT 1,7 BILLION DE DOLLARS PAR AN, SOIT ENVIRON 4% DU PIB MONDIAL ET ENVIRON 29% DES EXPORTATIONS DE SERVICES. LE TOURISME REPRÉSENTE DIRECTEMENT UN EMPLOI SUR 10 DANS LE MONDE, SOIT ENVIRON 300 MILLIONS D'EMPLOIS EN 2019. LE POTENTIEL TOURISTIQUE DU MOYEN-ORIENT CROÎT RAPIDEMENT. DES PAYS MEMBRES DE L'OCI (ÉMIRATS ARABES UNIS, MAROC, QATAR ET ARABIE SAOUDITE) DÉPLOIENT DE GROS EFFORTS POUR RENFORCER LE SECTEUR DU TOURISME. LA BRANCHE GASTRONOMIQUE CONNAÎT UNE CROISSANCE RAPIDE. DE 1200 MILLIARDS \$ EN 2019, ELLE DEVRAIT ATTEINDRE 2100 MILLIARDS \$ D'ICI 2027, SOIT UN TAUX DE CROISSANCE ANNUEL COMPOSÉ (TCAC) DE 9,5% DE 2020 À 2027.

L'Europe reste le plus grand marché du tourisme gastronomique, représentant plus de 50% du marché mondial en 2021. Cela est principalement dû au riche patrimoine culinaire de l'Europe, à la diversité des cultures alimentaires des pays et régions européens, ainsi qu'à des produits alimentaires et boissons artisanaux de haute qualité.

L'Asie Pacifique arrive en 2ème position pour le tourisme gastronomique, porté par la popularité croissante des cuisines asiatiques, en particulier dans des pays comme la Chine, le Japon, la Thaïlande, le Vietnam, l'Inde et l'Indonésie. En raison de l'intérêt croissant des consommateurs pour la cuisine locale authentique, les visites sur sites d'exploitation alimentaire, les écoles de cuisine et expériences de la ferme à la table, ce marché Asie Pacifique devrait croître davantage. L'Amérique du Nord constitue un autre marché important pour le tourisme gastronomique, les États-Unis étant le plus grand marché dans la région. La scène culinaire américaine est diversifiée, avec des influences provenant des différentes communautés d'immigrants. On constate un intérêt croissant pour des food halls plus urbains, food trucks, brasseries artisanales, distilleries, restaurants de la ferme à la table et autres festivals gastronomiques.



Parmi les autres facteurs qui stimulent la croissance du marché, citons la montée en puissance des médias alimentaires et touristiques qui influencent les consommateurs, la culture gastronomique et l'engagement envers la nourriture sur les réseaux sociaux. Par ailleurs, une plus grande prise de conscience de la santé conduit à un intérêt pour les aliments locaux et biologiques.

Tourisme gastronomique dans les starting-blocks

Bien qu'il existe de nombreuses opportunités dans la région OCI, des défis subsistent. Ils concernent la saisonnalité des demandes, la périssabilité des produits, les pénuries de compétences et de formations, et la nécessité d'une stratégie de partenariats entre les offices du tourisme, les agriculteurs, les pro-

ducteurs de produits alimentaires et les restaurateurs pour développer l'alimentation, les infrastructures touristiques et promouvoir les destinations. Le marché mondial est prêt à une forte croissance continue.

Les 57 États membres de l'OCI englobent diverses cultures, paysages et cuisines mûres pour le tourisme gastronomique. Le marché du tourisme gastronomique dans cette zone est estimé à plus de 260 milliards \$. Il devrait atteindre 500 milliards \$ d'ici 2030, avec un TCAC estimé à 10,5%. Avec divers atouts naturels et culturels, les pays de l'OCI sont bien placés pour devenir des leaders des destinations gastronomiques, partageant des cuisines traditionnelles et de riches traditions culinaires. ■



POINT DE VUE

« Let Girls Shine »

MME HADIATOU DIALLO BARRY EST UNE BANQUIÈRE QUI MISE SUR L'ACCÈS AUX PRODUITS ET SERVICES BANCAIRES ADAPTÉS AUX BESOINS DE LA FRANGE LA PLUS VULNÉRABLE DE LA POPULATION, À SAVOIR LES FEMMES ET LES JEUNES. AVANT D'ÊTRE UNE FEMME DE LA FINANCE, C'EST UNE ÉPOUSE ET MÈRE DE 3 ENFANTS, ENGAGÉE DANS L'ÉDUCATION DE LA JEUNE FILLE, VIA L'ASSOCIATION «LET GIRLS SHINE», FONDÉE EN 2016. RICHE D'UN PARCOURS OÙ ON AVAIT TENDANCE À EXCLURE CETTE FRANGE, ELLE A DÉCIDÉ DE CRÉER LE GROUPE AKIBA FINANCE, SPÉCIALISÉ DANS LA MICROFINANCE. CETTE BATTANTE, QUI A OCCUPÉ DES POSTES DE RESPONSABILITÉ DANS UN MILIEU D'HOMMES, TROUVE QU'EN FACILITANT L'ACCÈS À L'ÉPARGNE ET À UN FINANCEMENT ADAPTÉ, LE FUTUR DES FEMMES AFRICAINES SERA RADIEUX. ELLE NOUS DONNE SON AVIS SUR L'ÉMANCIPATION DE LA FEMME MUSULMANE.

Tijaris : Au sein des populations des États de l'OCI, la femme représente plus de la moitié. Comment les capaciter plus généralement pour booster le développement des pays membres ?

Mme Hadiatou Diallo Barry : Les femmes peuvent contribuer fortement au développement socioéconomique de nos populations positivement et durablement si elles sont accompagnées par l'accès à des ressources financières et une sensibilisation par l'éducation.

Il a été prouvé que lorsqu'une femme a accès à une épargne, donc à un compte, tout son environnement est impacté, aussi bien sur l'éducation, la santé et le bien-être.

Il existe d'ailleurs dans nos sociétés une forme d'épargne africaine, la tontine, qui les aide à mobiliser des ressources pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

En aidant les femmes à être indépendantes financièrement, c'est toute la communauté qui en profite. L'entrepreneuriat est un autre axe de développement de ces femmes pour leur permettre d'être autonomes et épanouies.

L'inclusion financière des populations africaines, vivant en dessous du seuil de pauvreté, est indispensable au développement économique, social et sociétal de nos pays. Akiba, par sa raison d'être, s'inscrit activement dans l'impact social.

Vous êtes à la tête d'Akiba Finance Group. En quoi votre parcours pourrait-il inspirer d'autres femmes musulmanes ?

En tant que femme musulmane, épouse et mère de 3 enfants, j'ai eu l'opportunité de développer une expérience bancaire riche et dynamique qui m'a menée à l'entrepreneuriat, par la création du Groupe Akiba Finance.

J'ai eu à occuper des postes importants dans un milieu d'hommes, notamment dans le secteur bancaire, grâce à la résilience, mais surtout grâce au soutien et l'appui de mon mari et de ma famille.

Les valeurs familiales et l'éducation reçue ont été déterminantes dans mon cheminement professionnel. Il est très important, à mon avis,

BIO-EXPRESS

Professionnelle de la banque avec plus de 16 ans d'expérience, Hadiatou Diallo Barry a démissionné de son poste de Directrice générale à NSIA Banque pour fonder le Groupe Akiba Finance, 1^{re} microfinance digitale en Guinée, via son cabinet et véhicule d'investissement Southern Rivers Capital. Elle cumule ses fonctions d'Administratrice-Directrice générale du Groupe Akiba Finance, de celles de CEO de Southern Rivers Capital, siège comme Administratrice au conseil d'administration de Telenium Guinée, filiale du Groupe Canal Plus, ainsi qu'Administratrice indépendante au sein du Fonds de garantie de l'État guinéen. Cette diplômée de l'ICN Business School en France et détentrice d'un certificat en leadership et management de HEC Paris et Saint-Cyr a entamé sa carrière chez Maersk et a intégré le monde de la banque via Ecobank en tant que «Head Treasury Sale».



d'être soutenu par son partenaire et sa famille.

Dans votre parcours de femme chef d'entreprise, quelles ont été vos plus grandes satisfactions ?

Parmi mes plus grandes satisfactions en tant que femme chef d'entreprise, l'opportunité d'impacter positivement la vie des personnes que nous accompagnons au sein de notre communauté Akiba.

Pour rappel, le Groupe Akiba Finance se veut une institution financière à fort impact. Notre objectif est d'impacter durablement la vie des femmes. Pour ce faire, nous avons intégré dans notre mission l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes.

La microfinance a un impact sur l'émancipation des femmes, dans le sens où elle peut leur permettre de disposer de fonds pour booster leurs activités, sachant que les femmes, notamment entrepreneures, font souvent face à des obstacles financiers auprès des banques.

C'est ainsi que nous avons développé dans notre catalogue des produits et services qui s'adressent essentiellement aux femmes et qui sont adaptés à leurs habitudes. C'est le cas de notre produit Akiba Tontine qui permet la constitution d'une épargne progressive. Ce produit permet finalement d'accéder à des prêts et/ou avances en fonds de roulement pour financer leurs activités.

C'est ma manière de contribuer au développement socioéconomique de mon pays.

La microfinance peut-elle être un bon tremplin pour émanciper les femmes des pays membres de l'OCI ?

Oui, la microfinance a un impact sur l'émancipation des femmes, dans le sens où elle peut leur per-



Nous croyons fortement à la digitalisation qui permet à tout un chacun de bénéficier des avantages de la banque, peu importe sa situation géographique.

mettre de disposer de fonds pour booster leurs activités. Aussi, les femmes, notamment entrepreneures, font souvent face à des obstacles financiers auprès des banques. Il arrive qu'elles soient confrontées à un accès limité au capital et à des taux d'intérêt plus élevés que les hommes.

Aussi, il faut rappeler que la micro-finance a également une mission sociale et sociétale, à travers des séances d'éducation financière, de sensibilisation sur les droits des femmes, ainsi que la formation sur les activités génératrices de revenus. Notre objectif est de permettre une meilleure inclusion financière des populations les plus vulnérables, en prenant en compte

les caractéristiques spécifiques à chaque cible.

Ces actions favorisent le changement de la vision que les femmes ont de leur vie et de leur place au sein de la communauté, au travers d'une prise de conscience et de la connaissance de leurs droits respectifs.

Peut-on dire que l'ère de la digitalisation, avec l'IA qui facilite énormément les transactions, arrive à point nommé pour la gent féminine ?

Nous croyons fortement à la digitalisation qui permet à tout un chacun de bénéficier des avantages de la banque, peu importe sa situation géographique.

La digitalisation permet de rendre accessibles les services financiers aux populations exclues des systèmes traditionnels et économiquement vulnérables en leur proposant des services financiers adaptés et de façon digitale (comptes et accès aux crédits) pour l'inclusion financière.

Croyez-vous qu'en profitant de systèmes de références commerciales, les femmes entrepreneures, qui se constituent en consortium d'entreprises, ont des chances de booster le commerce entre les pays de l'OCI ?

Les femmes entrepreneures, qui se constituent en consortium d'entreprises, ont des chances de booster le commerce entre les pays de l'OCI si elles sont accompagnées et que les gouvernements mettent en place une politique d'égalité genre efficace pour leur faciliter les échanges, mais aussi des initiatives de financement spécifiques en leur faveur, telles que des fonds dédiés.■

ENTREPRISES ET COOPÉRATIVES DIRIGÉES PAR DES FEMMES DANS LES PAYS ARABES MEMBRES DE L'OCI

Workshop sur l'accès aux marchés et à la gestion des chaînes de valeur



PHOTO-SOUVENIR DU WORKSHOP SUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS ET À LA GESTION DES CHAÎNES DE VALEUR AU PROFIT DES ENTREPRISES ET COOPÉRATIVES, DIRIGÉES PAR DES FEMMES DANS LES PAYS ARABES MEMBRES DE L'OCI.

UN ATELIER DE FORMATION SUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS ET À LA GESTION DES CHAÎNES DE VALEUR AU PROFIT DES ENTREPRISES ET COOPÉRATIVES DIRIGÉES PAR DES FEMMES DANS LES PAYS ARABES MEMBRES DE L'OCI A ÉTÉ RÉCEMMENT ORGANISÉ, À CASABLANCA AU MAROC, PAR LE CIDC, EN COLLABORATION AVEC LE MINISTÈRE MAROCAIN DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, LE DÉPARTEMENT DE LA COOPÉRATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE LA BID, L'ASSOCIATION MAROCAINE DES EXPORTATEURS (ASMEX) ET LE BUREAU DE PROMOTION DU COMMERCE DU CANADA (TFOC CANADA).

L'Atelier de formation sur l'accès aux marchés et à la gestion des chaînes de valeur au profit des entreprises et coopératives, dirigées par des femmes dans les pays arabes membres de l'OCI, s'est achevé dernièrement à Casablanca

comme il avait commencé, c'est-à-dire dans un grand engouement. Les quelque 40 bénéficiaires ont reçu leurs diplômes, marquant leur participation à cette session de formation, dans une grande liesse.

Un tel workshop reste une précieuse initiative pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes entrepreneures et coopératrices de la région. Avec l'appui des partenaires, il visait la facilitation de l'accès des entreprises dirigées par



REMISE DE DIPLOMES AUX RÉCIPENDIAIRES



des femmes aux marchés locaux, régionaux et internationaux, le renforcement des compétences en leadership et en communication, mais aussi en gestion de chaînes de valeur, de la production à la distribution, et l'encouragement à la collaboration et au réseautage entre les entreprises et coopératives dirigées par des femmes dans les pays membres de l'OCI. Visiblement, l'objectif est atteint.

Ragaillardies pour un futur meilleur

Mieux outillées à l'accès aux marchés et à la gestion des chaînes

de valeur, elles sont désormais capables d'analyser des marchés, en identifiant les opportunités et les défis spécifiques à leurs entreprises dans la région de pays membres de l'OCI. Elles pourront ainsi établir une planification stratégique leur permettant de développer des plans d'affaires solides, grâce aux techniques de marketing acquises adaptées aux marchés locaux et internationaux.

Les récipiendaires pourront facilement maîtriser la gestion de la chaîne d'approvisionnement, op-

timisant la production, la logistique et la distribution.

Au cours de la session de formation, le module sur l'accès aux financements a permis aux participantes d'identifier les sources de financement pour les entreprises dirigées par des femmes.

Avec toutes ces compétences assimilées, essentielles pour développer et gérer leurs entreprises, ces braves dames cheffes et dirigeantes d'entreprises ou de coopératives peuvent affronter l'avenir avec plus de sérénité. ■

OIC Coffee Meet Cameroon

MME LATIFA ELBOUABELLAOUI, DIRECTRICE GÉNÉRALE DU CIDC, A TENU, JEUDI 24 AOÛT 2023, UNE RÉUNION DE TRAVAIL AVEC SON EXCELLENCE MONSIEUR LUC MAGLOIRE MBARGA ATANGANA, MINISTRE CAMEROUNAIS DU COMMERCE, EN VUE DES PRÉPARATIFS DU OIC COFFEE MEET, PRÉVU À YAOUNDÉ LES 28 ET 29 NOVEMBRE 2023.

L'OIC Coffee Meet Cameroon, sous l'initiative du CIDC, en partenariat avec le ministère camerounais du Commerce, la BADEA (Banque arabe pour le développement en Afrique) et le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC), se tiendra les 28 et 29 novembre 2023 à Yaoundé, au Cameroun. Pour la réussite de cette manifestation, placée sous le Haut patronage de Son Excellence Paul Biya, Président du Cameroun, une réunion de travail a été tenue jeudi 24 août 2023 entre Mme Latifa El-Bouabdellaoui, Directrice générale du CIDC, et son Excellence M. Luc Magloire Mbarga Atangana, ministre camerounais du Commerce. Rassurant son interlocuteur de la disponibilité et de l'engagement du Centre et de ses partenaires techniques, la Directrice générale du CIDC a mis l'accent sur les conditions à mettre en place pour le succès du positionnement du café camerounais sur le marché des pays membres de l'OCI. Si la



promotion des flux commerciaux et des investissements dans le secteur de l'industrie du café entre les États membres de l'OCI devient une réalité, l'objectif de l'OIC Coffee Meet Cameroon sera atteint. Les échanges ont donc tourné autour des préalables à une rencontre réussie sur tous les plans.

Une kyrielle d'avantages

Il paraît évident que pour tirer pleinement parti des avantages du vaste marché de l'OCI, le Cameroun devra s'assurer de la qua-

lité de son café, de la conformité aux normes internationales, de la logistique d'exportation efficace et de la promotion de ses produits sur les marchés de l'OCI. Aussi, il sera essentiel de négocier des accords commerciaux favorables avec les pays membres de l'OCI et de maintenir des relations commerciales solides pour pérenniser ces avantages.

La commercialisation du café camerounais dans ces pays donnera accès à un marché plus vaste, le commerce intra-OCI en sera beaucoup facilité. Pour ce pays hôte, exporter du café vers les pays de l'OCI peut aider à diversifier ses marchés, réduisant ainsi sa dépendance à l'égard de marchés traditionnels, ce qui peut améliorer la stabilité économique. En outre, vu les besoins des membres de l'OCI en matière de café, les opportunités d'exportation pour le Cameroun s'en trouvent ainsi décuplées. ■

La souveraineté alimentaire passe par le soutien aux petits exploitants agricoles



Profitant de la 6^{ème} Session de l'Assemblée générale de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire (OISA), tenue le 3 octobre

2023, à Doha, sous la présidence de l'État du Qatar, S.E. M. Hissein Brahim Taha, Secrétaire général de l'OCI, a transmis un message délivré par Dr Ahmed Kawesa Sengendo, Sous-Secrétaire général aux affaires économiques, et portant sur le soutien aux petits agriculteurs des pays de l'OCI par l'OISA, organe spécialisé de l'OCI. Une telle assistance concourt à augmenter la production alimentaire locale, satisfaire la demande alimentaire locale et régionale, créer des marchés et réduire le gaspillage alimentaire. Ce soutien doit se traduire en projets et

programmes de l'OCI liés à l'agriculture, au développement rural et à la sécurité alimentaire en leur faveur. De son avis, c'est d'autant plus judicieux qu'ils constituent 76% du total des agriculteurs dans les pays de l'OCI et utilisent souvent des méthodes rudimentaires à forte intensité de main-d'œuvre, ce qui conduit à une faible productivité. Il a ajouté que les défis posés par l'insécurité alimentaire dans les pays de l'OCI nécessitent des actions concrètes et des programmes et projets efficaces aux niveaux national, régional et international. ■

Equipe du CIDC au Marathon pour l'inclusion sociale

LA SECONDE ÉDITION DU MARATHON POUR L'INCLUSION SOCIALE, ORGANISÉE, LE 28 OCTOBRE 2023 PAR L'ISESCO ET LA COMMISSION NATIONALE MAROCAINE POUR L'ÉDUCATION, LES SCIENCES ET LA CULTURE, A COMPTÉ LA PARTICIPATION D'UNE ÉQUIPE DU CIDC.



REMISE DES MÉDAILLES AUX PARTICIPANTS



PHOTO SOUVENIR DES PARTICIPANTS DU MARATHON

En prenant des mesures concrètes pour promouvoir le sport et la cohésion sociale, les pays islamiques peuvent contribuer à améliorer la santé physique et mentale de leurs citoyens, tout en renforçant le sentiment d'appartenance et de communauté. Dans le cadre de des activités sociales en faveur des États membres de l'OCI, le CIDC a participé à la 2^{ème} Edition du Marathon pour l'inclu-

sion sociale, organisée par l'ISESCO et la Commission nationale marocaine pour l'éducation, les sciences et la culture, le 28 octobre 2023. Cet événement a pour objectif de promouvoir le sport et la cohésion sociale et de contribuer au renforcement de la santé physique et mentale dans les pays islamiques, en particulier chez les personnes à besoins spécifiques.

Le CIDC partage l'idée qu'il est important de créer des opportunités sportives pour tous, quel que soit l'âge, le sexe ou la situation hiérarchique. Prati-qué en groupe, le sport crée un sentiment d'appartenance et de camaraderie. Les membres d'une équipe de sport se soutiennent mutuellement et partagent une passion commune. ■

Investissements : Création d'un mécanisme permanent de règlement des différends

Dans le cadre des efforts déployés pour renforcer les investissements entre les États membres de l'OCI, le Groupe intergouvernemental d'experts chargé de la création d'un organe et d'un mécanisme permanent de règlement des différends en matière des investissements a tenu sa deuxième réunion du 14 au 16 septembre 2023 à Casablanca, au Royaume du Maroc. Cette réunion a été consacrée à la discussion des dispositions d'un projet de protocole permettant de faciliter le règlement des litiges découlant des opérations d'investissement dans la zone OCI, conformément à l'Accord sur la promotion, la protection et la garantie d'investissements de l'OCI, signé en 1981. Les États membres, à travers ce nouveau protocole, ont l'ambition



E-PHYTO TOGO, UNE VUE DE L'AUDIENCE

d'améliorer l'environnement juridique d'investissement qui contribue à renforcer l'intégration économique régionale intra-OCI. ■

Projet de digitalisation de certification des produits agricoles e-Phyto au Togo

En collaboration avec de différents partenaires dont le ministère togolais de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural, la Banque islamique de développement (BID), l'Alliance mondiale pour la facilitation du commerce, le CIDC a conçu e-Phyto, projet de digitalisation et de certification des produits agricoles au Togo. Il a été récemment lancé à Lomé.

Mme Latifa Elbouabdellaoui, Directrice générale du Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC), a pris part, mercredi 27 septembre 2023, au lancement du projet de digitalisation de certification des produits agricoles e-Phyto en République togolaise. À terme, ce projet permettra de contribuer à la facilitation du commerce intra-OCI dans le secteur agroalimentaire. Il consiste notamment à établir une plateforme numérique efficace et efficiente de certification phytosanitaire, afin de faciliter les



UNE VUE DES TRAVAUX

échanges commerciaux et améliorer l'accès au marché international pour les exportateurs togolais.

Mis en œuvre par le CIDC, en collaboration avec le ministère togolais de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural, la Banque islamique de développement (BID), l'Alliance mondiale pour la facilitation du commerce

et l'Agence de Coopération allemande (GIZ), ce projet va offrir une série d'avantages au Togo en termes d'efficacité, de transparence et de traçabilité, de prévention de la propagation des maladies, de facilitation des échanges agricoles entre les pays membres de l'OCI, mais aussi d'accès à l'information agricole, ou encore d'amélioration de l'efficacité administrative. ■

ACCORD SPC-OCI DES PAYS DE LA CEMAC, MEMBRES OCI

UN WIN-WIN OCI-CEMAC

L'ACCORD SUR LE SYSTÈME DE PRÉFÉRENCES COMMERCIALES ENTRE ÉTATS DE L'OCI DE LA CEMAC EST UNE INITIATIVE IMPORTANTE POUR LA PROMOTION DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DANS LA SOUS-RÉGION. SON SUCCÈS DÉPENDRA DE LA VOLONTÉ DES ÉTATS MEMBRES DE COLLABORER ET DE METTRE EN ŒUVRE L'ACCORD DE MANIÈRE EFFICACE.

Les États membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), membres de l'OCI, sont signataires de l'Accord portant sur le Système de Préférences Commerciales (SPC) de l'OCI. Cet Accord vise à promouvoir le commerce intra-régional, en allégeant les droits de douane sur les produits échangés entre les États membres.

Les avantages ne manquent pas. L'adoption d'un tel accord constitue un pas important vers l'intégration régionale dans la CEMAC. En simplifiant les échanges commerciaux, il devrait permettre aux entreprises de la région de bénéficier d'un accès plus facile aux marchés

et de réduire leurs coûts de production.

C'est aussi un levier pour le développement économique, en ce sens que l'intégration régionale permet aux pays de tirer parti de leurs complémentarités et de leurs économies d'échelle. Toutefois, la coopération régionale et la collaboration avec les pays membres de l'OCI seront essentielles pour maximiser les avantages de cet accord commercial.

Un socle de développement économique

Un accord sur le système de préférences commerciales est un accord ambitieux. Pour rappel, ce système

entre les États membres de l'OCI (SPC-OCI) émane de l'Accord général pour la coopération économique, technique et commerciale, de la Déclaration de la Mecque et du Plan d'action pour la coopération économique, adopté à la 3^{ème} session de la Conférence du Sommet OCI de 1981, en Arabie saoudite. C'est l'un des projets les plus importants du COMCEC visant à encourager le commerce intra-OCI. Ce système est basé sur trois accords, à savoir l'Accord-cadre, le Protocole sur le schéma du tarif préférentiel (PRETAS) et les Règles d'origine.

L'Accord-cadre, qui définit les règles et les principes généraux pour les



S.E. M. HISSEIN BRAHIM TAHA, SG DE L'OCI.



S.E. EVARISTE NGAMANA, PRÉSIDENT DE LA CEMAC.

négociations dans l'optique de l'établissement du SPC-OCI, est entré en vigueur en 2002. Le PRE-TAS, qui complète l'Accord-cadre en exposant les taux de réductions concrets des tarifs conformément à un calendrier de mise en œuvre, est entré en vigueur en février 2010. Les Règles d'origine, qui seront appliquées pour l'identification de l'origine des produits éligibles aux réductions des taxes préférentielles dans le cadre du SPC-OCI, sont

entrées en vigueur en août 2011. La base juridique du système a donc été achevée.

Des défis à relever

Outre la liste de concessions de certains pays membres de l'OCI, mises à jour, conformément au format, un certain nombre d'enjeux sont à relever pour la mise en œuvre effective de l'accord. Parmi ces défis, la coordination des politiques commerciales des États

membres, la simplification des procédures douanières, le renforcement des capacités des entreprises pour exporter et la promotion du commerce intrarégional.

L'adhésion à l'Accord pourrait nécessiter l'harmonisation des réglementations et des normes, ce qui pourrait représenter un défi pour certains pays. Aussi, des pays de la CEMAC pourraient devoir investir dans l'infrastructure et la logis-



tique, pour faciliter les échanges commerciaux avec les pays de l'OCI et renforcer la sensibilisation des acteurs économiques locaux et améliorer leurs compétences, en matière d'exportation pour maximiser les avantages de l'accord.

Attirer plus d'IDE dans la sous-région

Si l'on considère les pays de la CEMAC séparément, l'accord pourrait être accueilli de différentes manières, en fonction de leurs intérêts, de leurs économies et de

leurs priorités. Certains secteurs pourraient être plus vulnérables à la concurrence, ce qui nécessiterait des ajustements.

Quant à l'ouverture de nouveaux marchés et l'accroissement d'opportunités d'exportation, à même de stimuler la croissance économique de la sous-région, ainsi que la diversification des marchés, réduisant ainsi leur dépendance à l'égard de quelques partenaires commerciaux traditionnels, ils sont largement partagés.

D'un autre côté, certains secteurs économiques spécifiques pourraient bénéficier davantage de cet accord. À titre d'exemple, l'accès préférentiel aux marchés de l'OCI pourrait stimuler l'exportation de produits agricoles, pétroliers, miniers, manufacturiers ou de services. Dans le même sillage, une augmentation des échanges commerciaux avec les pays de l'OCI pourrait attirer des investissements étrangers dans la région, stimulant ainsi le développement économique. ■



En marge de WIF2023, le CIDC, la BID et l'ICIEC, en collaboration avec la CNUCED, ont organisé un Panel sur les Principes directeurs de la promotion des investissements dans les pays de l'OCI, mercredi 18 octobre 2023 à ADNEC Abu Dhabi, EAU. Au cours du panel, les discussions ont tourné autour des voies et moyens pour harmoniser les politiques publiques de l'investissement et partager les expériences réussies des Etats Membres de l'OCI et la coopération régionale.



ÉDUCATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES DE LA JEUNESSE DANS LES PAYS DE L'OCI

Des gaps à combler

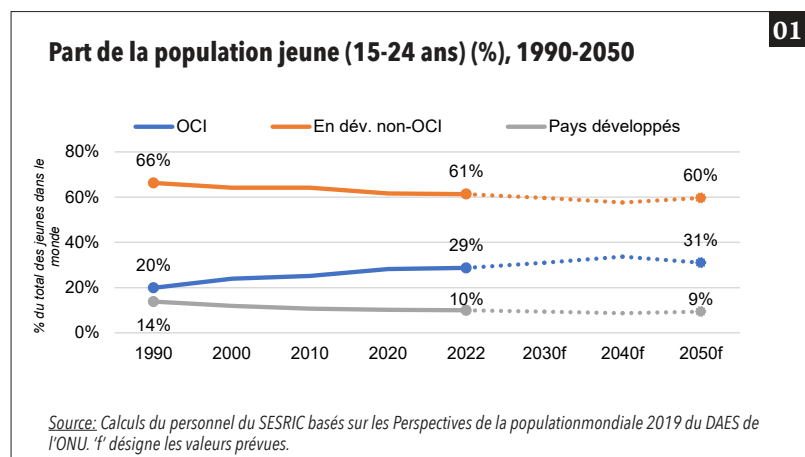
LES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI ABRITENT 350,8 MILLIONS DE JEUNES, ÂGÉS DE 15 À 24 ANS. C'EST UNE PART DE 18,5% DE LEUR POPULATION TOTALE ET 29% DE LA POPULATION TOTALE DES JEUNES DANS LE MONDE. LE PROGRAMME D'ACTION DE L'OCI-2025 ACCORDE CERTES UNE PRIORITÉ SPÉCIALE AUX JEUNES DES PAYS MEMBRES DE L'OCI DANS DE MULTIPLES DOMAINES POLITIQUES QUI SE CHEVAUCHENT, DANS LE BUT DE GUIDER L'ACTION ISLAMIQUE COMMUNE, MAIS IL RESTE BEAUCOUP D'EFFORT À FAIRE.

Les pays membres de l'OCI abritent plus d'un quart de la jeunesse mondiale, ce qui offre des avantages inégaux dans le domaine de l'industrie, de l'innovation, de la croissance et de la force de travail. Pourtant, les jeunes sont confrontés à une série de défis et de contraintes pour contribuer de manière productive au développement de leurs sociétés.

Afin de faciliter la coopération multilatérale pour relever les défis auxquels les jeunes sont confrontés, les pays membres de l'OCI ont tenu 4 sessions de la Conférence islamique des ministres de la Jeunesse et des sports (CIMJS) et adopté la Stratégie de l'OCI pour la jeunesse, afin de

relever les défis auxquels les jeunes sont confrontés, singulièrement une éducation et une formation en adéquation avec les emplois sur le

marché, le chômage, les services de santé, le radicalisme, les conflits, la migration et l'engagement politique. (VOIR GRAPHIQUE 01).



Dans le secteur de l'éducation, le taux d'alphabétisation des jeunes de l'OCI (84,8%) est resté bien en deçà de la moyenne mondiale de 91,3% en 2020, avec des investissements relativement faibles dans les infrastructures et le personnel de l'éducation. C'est également le cas pour le taux d'activité des jeunes de l'OCI, qui est de 37,4% par rapport à la moyenne mondiale de 40,1%, et le taux de chômage des jeunes qui en résulte, qui est de 15,7% par rapport à la moyenne mondiale de 14,9% en 2022.



Il ressort d'un récent rapport du SESRIC que selon des données récentes de la base de données de l'ISU de l'UNESCO, les taux d'alphabétisation des jeunes dans les États membres de l'OCI sont, en moyenne, relativement plus favorables que les taux d'alphabétisation des adultes. Mais, depuis la publication du dernier rapport (SESRIC & ICYF, 2020), le taux d'alphabétisation des jeunes dans le groupe de l'OCI a augmenté de 2,5%. En outre, l'écart d'alphabétisation entre les hommes (87,8%) et les femmes (81,6%) est tombé à 6,2%, contre 6,8% les années précédentes. (VOIR GRAPHIQUE 02)

Au niveau de chaque pays, les taux d'alphabétisation des jeunes sont supérieurs à 90% dans une majorité d'États membres de l'OCI. Seuls 12 États membres de l'OCI ont un taux d'alphabétisation des jeunes inférieur à 70%. Il y avait 25 États membres de l'OCI dont le taux d'alphabétisation des jeunes était d'au moins 95%. L'Ouzbékistan était le pays de l'OCI le plus performant, avec un taux d'alphabétisation des jeunes de 100%, suivi par l'Azerbaïdjan, la Turquie, le Tadjikistan et le Kazakhstan, qui affichaient tous un taux d'alphabétisation des jeunes de 99,9%. Au contraire, le Tchad, avec un taux de 30,8%, est le pays de l'OCI ayant

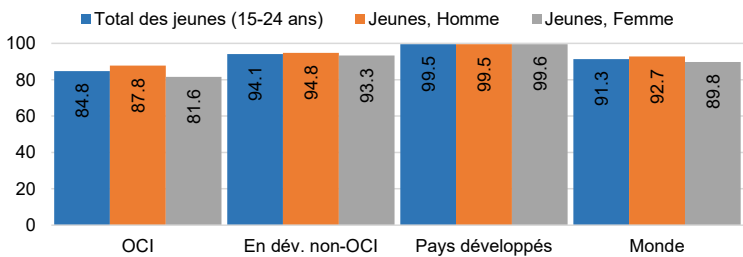
le plus faible taux d'alphabétisation des jeunes. Viennent ensuite le Niger (43,5%), le Mali (46,2%), la Guinée (53,9%) et l'Afghanistan (55,9%). (VOIR GRAPHIQUE 03)

Dans plusieurs États membres de l'OCI, la disparité entre les

taux d'alphabétisation des jeunes hommes et des jeunes femmes est persistante. Des progrès ont été réalisés depuis le dernier rapport, un plus grand nombre de pays ayant comblé l'écart entre les sexes en matière d'alphabétisation des jeunes. Selon les dernières don-

Taux d'alphabétisation des adultes (%), 2020

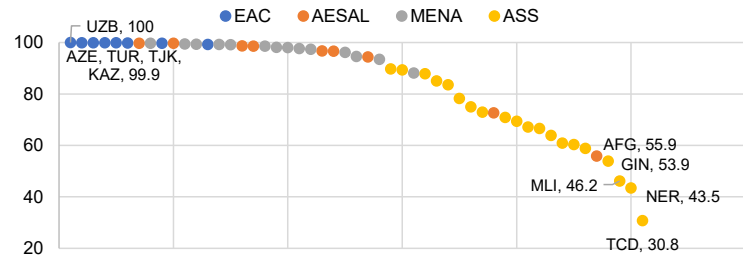
02



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur l'UNESCO, base de données de l'ISU. Les moyennes pondérées sont calculées à partir des dernières données disponibles entre 2012 et 2020.

Taux d'alphabétisme dans les États membres de l'OCI (%), 2020

03



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur l'UNESCO, base de données de l'ISU. Dernières données disponibles pour chaque pays entre 2012 et 2020.

nées disponibles, la disparité entre les sexes est en faveur des jeunes femmes dans 22 États membres de l'OCI, avec une différence nulle ou négative dans les taux d'alphabétisation entre les jeunes populations masculines et féminines. Cependant, dans 30 États membres de l'OCI, cette disparité est positive, ce qui signifie que le taux d'alphabétisation moyen des jeunes hommes dépasse le taux d'alphabétisation moyen des jeunes femmes. La plus grande disparité est observée en Guinée, où le taux d'alphabétisation des jeunes hommes était de 69,6%, contre 43,5% pour les jeunes femmes, en 2020.



Dans le domaine de l'éducation, l'inégalité entre les sexes se manifeste par un manque d'accès à la disponibilité d'infrastructures

éducatives, de matériel et de programmes de formation adaptés aux besoins des femmes. Les systèmes d'éducation équitables pour les deux sexes renforcent l'auto-

nomie des jeunes et favorisent le développement d'importantes compétences de vie, telles que l'autogestion, la communication, la négociation et la pensée critique, nécessaires à la réussite des jeunes. Il est donc crucial pour les États membres de l'OCI non seulement de réduire le nombre de jeunes analphabètes, mais aussi de garantir un accès égal à l'éducation pour tous. (VOIR GRAPHIQUE 04).

Nombre d'États membres de l'OCI présentant un écart entre les sexes en matière d'alphabétisation, 2020*

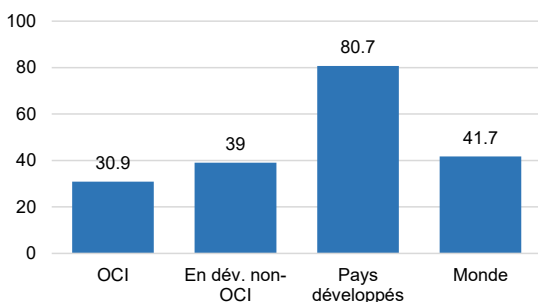
04



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur l'UNESCO, base de données de l'ISU. Dernières données disponibles pour chaque pays entre 2012 et 2020. OCI n = 52.

Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur, 2020

05



Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur l'UNESCO, base de données de l'ISU. Les moyennes pondérées sont calculées à partir des dernières données disponibles entre 2012 et 2020.

L'enseignement tertiaire permet aux étudiants d'acquérir des informations et des compétences avancées directement après l'école secondaire ou plus tard dans la vie. L'augmentation des inscriptions dans l'enseignement supérieur se traduit par une main-d'œuvre mieux formée et hautement qualifiée qui contribue activement au développement économique et à l'avantage concurrentiel d'un pays. Selon les données disponibles les plus récentes, le taux brut de scolarisation des étudiants de l'enseignement supérieur dans les États membres de l'OCI était de 30,9%, ce qui est inférieur à la moyenne mondiale (41,7%), à la moyenne des pays en développement non membres de l'OCI (39,0%) et aux pays développés (80,7%).

(VOIR GRAPHIQUE 05) ■



Lors du tremblement de terre qui a secoué la région du Haouz au Maroc, arrivée de la caravane conjointe d'aide humanitaire du CIDC et de l'ICESCO à Taroudant pour la distribution de produits de première nécessité (tentes, matelas, couvertures, approvisionnements divers, matériel médical, panneaux solaires, etc.) aux localités sinistrées.

**ARRÊT
SUR**  **IMAGE**

INDONÉSIE

Activité culturelle de la jeunesse de l'OCI

LA TOUTE PREMIÈRE RÉUNION DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE (OCI) SUR L'ACTIVITÉ JEUNESSE EN INDONÉSIE VIENT DE SE CONCLURE SOUS LE PATRONAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OCI ET DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE.

Par **Mohammad Amar Ma'ruf**
Diplomate de carrière de l'Indonésie

Le gouvernement indonésien, par l'intermédiaire du ministère de la Jeunesse et des sports, en coordination avec tous les ministères concernés, les gouvernements régionaux, les institutions supérieures et professionnelles, a accueilli la Conférence de la Jeunesse de l'OCI sur l'Activité culturelle, une initiative qui vise à promouvoir la coopération dans les programmes multiculturels entre les membres. L'événement s'est déroulé du 7 au 14 juillet 2023 et s'est tenu simultanément dans les provinces de Jakarta et de Kalimantan Oriental.

Renforcement de la coopération dans l'éducation et l'entrepreneuriat pour les jeunes

La Conférence a attiré la plupart des 57 pays membres de l'OCI. Le programme de la Conférence, établi par le Comité, a permis de mieux comprendre la diversité de l'Indonésie, notamment les groupes ethniques, la culture, les religions, les paysages panoramiques et autres. Le programme a offert une opportunité pour le Secrétariat de l'OCI et les participants de renforcer leur coopération dans les domaines de l'éducation, de l'autonomisation sociale et de l'entrepreneuriat pour les jeunes, afin de faire preuve de proactivité dans la résolution des

défis auxquels sont confrontés les pays membres de l'OCI, dans un esprit de collaboration. La réalité est que les pays membres de l'OCI se trouvent à des niveaux différents de développement économique, allant de pays à «revenu élevé», à «revenu intermédiaire» et à «revenu faible».

Le Comité a aussi organisé une simulation de la réunion de l'OCI pour des étudiants en Indonésie, leur permettant de se familiariser avec le rôle des procédures et la manière dont les questions doivent être discutées, afin de parvenir à un terrain d'entente ou une résolution au profit des pays membres. Cette activité encourage également la passion des étudiants indonésiens à devenir des diplomates en s'engageant dans des actions collaboratives pour résoudre des problèmes multilatéraux ou mondiaux.

Quand la jeunesse donne l'exemple par l'unité dans la diversité

L'OCI, 2ème rassemblement le plus important, après les Nations unies, a été initialement créée pour faire face à la brutalité des troupes israéliennes, lors de l'incendie de la mosquée Al-Aqsa, et à l'oppression des droits légitimes des Palestiniens sur leur terre. Aujourd'hui, l'Organisation revitalise son rôle

en favorisant la coopération technique entre ses membres. Certes, les questions concernant la Palestine et Al-Qods persistent, mais la coopération économique et technique ainsi que l'assistance sont très dynamiques pour préserver l'esprit d'humanité, le bien-être de la Oumma et l'engagement en faveur de la paix mondiale. Pour atteindre cet objectif, la plupart des pays membres de l'OCI ont vécu la même expérience sur leur chemin vers la souveraineté nationale. La majorité des membres de l'OCI ont été colonisés par d'autres nations. Cette période de colonisation a été abolie grâce à la résistance des dirigeants locaux et de leurs sociétés, qui sont en réalité diverses dans leur culture. Dans le cas de l'Indonésie, malgré la cohabitation de nombreuses religions et cultures, avec un esprit d'«unité dans la diversité», les pères fondateurs et la société indonésienne ont lutté pour obtenir l'indépendance vis-à-vis des maîtres coloniaux. Cette indépendance a été un moment remarquable et historique, indissociable du mouvement de la jeunesse indonésienne. Cette dernière a réussi à relier son mouvement d'indépendance contre l'oppression coloniale à son action massive sous la forme du Serment de la Jeunesse (Sumpah Pemuda) en 1928. De ce

point de vue, la jeunesse indonésienne a fait preuve d'un niveau de tolérance remarquable, malgré la coexistence de différentes cultures et groupes ethniques. Elle s'est engagée à devenir une seule nation et à parler une seule langue.

Cela est devenu précieux, quelque chose à partager avec ses homologues dans les pays membres de l'OCI. Il est très clair que le multiculturalisme en Indonésie a été géré positivement par les jeunes, dans l'effort de soutenir leur mouvement et de jouer un rôle actif en travaillant main dans la main avec d'autres générations pour parvenir à se libérer de la domination coloniale.

Une nécessaire collaboration internationale

Il semble que le rôle de la jeunesse sera toujours nécessaire. La situation mondiale est devenue très complexe en raison d'une transformation rapide de la technologie de l'information. Elle s'est aggravée lorsque le monde a été confronté à des catastrophes naturelles et non naturelles, y compris une pandémie sans précédent. De nombreuses catastrophes sont transfrontalières. Les problèmes mondiaux nécessitent une collaboration mondiale. Pour anticiper les menaces destructrices futures des catastrophes naturelles et celles causées par l'homme, une collaboration mondiale est nécessaire, dans le but de sensibiliser l'humanité à son obligation de protéger la vie et l'environnement de manière durable.

Pour comprendre plus précisément les problèmes fondamentaux de leur mode de vie et leur impact sur l'environnement, les humains doivent comprendre leur environnement. Ils doivent respecter leurs interactions, à savoir l'interaction entre l'humain et l'humain, l'interaction entre l'humain et l'environ-

nement et l'interaction entre l'humain et le Créateur. Comme le dit le Saint Coran, Sourate Ar-Rum, verset 22, «*Et parmi Ses signes la création des cieux et de la terre et la variété de vos idiomes et de vos couleurs. Il y a, en cela, des preuves pour les savants*».

Pour cette raison, la Conférence culturelle des Jeunes de l'OCI a pour objectif noble d'éviter la détérioration des conditions mondiales. Malgré les nombreuses ethnies et races présentes dans le monde, Le Tout-Puissant ordonne aux êtres humains d'agir avec sagesse dans leur environnement. À cet égard, les jeunes, en tant qu'âge productif, doivent se voir attribuer un rôle pour devenir des «agents de changement», un changement visant à améliorer les conditions et les trois interactions fondamentales mentionnées ci-dessus.

Coordonner le Programme de développement des jeunes

La perspective mentionnée ci-dessus semble être une priorité au niveau du Secrétariat de l'OCI pour aller de l'avant avec les membres de l'OCI. Comme l'a souligné le Secrétaire général adjoint de l'OCI, S.E. Tariq Bakheet, lors de la conférence de presse qui s'est tenue le 7 juillet 2023 au ministère de la Jeunesse et des sports d'Indonésie, le Secrétariat de l'OCI vient de créer un nouveau département de la Jeunesse. Ce département a été mis en place pour canaliser et coordonner le Programme de développement des Jeunes entre les membres de l'OCI et d'autres instances.

Cette nouvelle création d'un département de la Jeunesse au sein du Secrétariat de l'OCI devient un lieu approprié pour le gouvernement indonésien et les parties prenantes de la jeunesse, sous la supervision et la coordination du ministère technique en Indonésie, pour examiner les cas et jouer un



rôle plus actif tout en travaillant de concert avec le Secrétariat, les autres membres et organes de l'OCI, pour soutenir la jeunesse de l'OCI dans le monde, en particulier en favorisant et élargissant l'alphabétisation ouverte sur un aspect multiculturel, en alignant cela avec l'autonomisation des jeunes, grâce à une éducation et une formation appropriées.

Les approches combinées, mentionnées ci-dessus, semblent être en ligne avec la réalité multiculturelle des pays membres de l'OCI et constitueront un atout stratégique pour collaborer à l'organisation d'un forum de communications et d'interactions. Pour ces nobles objectifs, félicitons et soutenons ce Comité pour ses résultats fructueux et couronnés de succès, et unissons-nous pour commencer l'alphabétisation de notre patrimoine culturel grâce à la participation des jeunes pour aider les peuples du monde à retrouver leur noble existence, à savoir travailler ensemble pour réaliser de bonnes actions et éviter ou même interdire la destruction. On espère que cette réunion aboutira à des projets conjoints qui élargiront l'alphabétisation ouverte dans de nombreux domaines techniques, afin de créer du bien-être, non seulement pour la société dans les pays membres, mais également au-delà des pays membres de l'OCI. ■

Réunion consultative des États membres du Conseil de Coopération du Golfe Arabe pour la mise en œuvre du SPC-OCI

LE CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE PRENDRA PART À LA RÉUNION CONSULTATIVE DES ÉTATS MEMBRES DU CONSEIL DE COOPÉRATION DU GOLFE ARABE, POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD PORTANT SUR LE SYSTÈME DES PRÉFÉRENCES TARIFAIRES DE L'OCI (SPC-OCI), PRÉVUE LE 1^{ER} NOVEMBRE 2023 À RIYAD AU ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE.



Les pays membres de l'OCI s'emploient à mettre en œuvre l'Accord portant sur le Système des Préférences tarifaires de l'OCI (SPC-OCI). Au cours d'une réunion consultative prévue le 1er novembre 2023, des discussions porteront sur des modalités pratiques de l'application de ce système, devenu opérationnel depuis le 1er juillet 2022. Le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC) prendra part à cette réunion consultative des États membres du Conseil de Coopération du Golfe Arabe où l'ac-

cent sera mis sur l'intérêt de faire dudit système un vecteur de promotion du commerce et du partenariat intra-OCI. Avec la levée des barrières tarifaires et non tarifaires les échanges commerciaux entre les États membres s'en trouveront renforcés. L'Accord permettra aux exportateurs de ces pays d'accéder à des marchés plus larges et à des prix plus compétitifs. Accord commercial important pour les pays membres de l'OCI, le SPC-OCI offre des opportunités de croissance économique et d'intégration régionale. ■



ICDT Invest Days à N'Djamena

LE CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE (CIDC) ORGANISE, EN COLLABORATION AVEC L'AGENCE NATIONALE DES INVESTISSEMENTS ET DES EXPORTATIONS DU TCHAD (ANIE), LES ICDT INVEST DAYS N'DJAMENA, LES 13 ET 14 DÉCEMBRE 2023.

N'Djamena, capitale du Tchad, accueille pendant deux jours, les 13 et 14 novembre 2023, les ICDT Invest Days N'Djamena. Cette grande manifestation, organisée par le Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC), en partenariat avec l'Agence nationale des investissements et des exportations du Tchad (ANIE), est placée sous le Haut patronage de Son Excellence le Général M. Mahamat Idriss Deby Itno, Chef de l'État, Président de la Transition, Président de la République du Tchad.

Forum de haut niveau, la rencontre ambitionne d'être l'occasion de présenter les nouvelles opportunités d'investissement du Tchad et de contribuer

au renforcement de ses relations économiques avec 56 États membres de l'Organisation de coopération islamique.

En plus d'une session inaugurale où du beau monde peut être rencontré, les journées sont programmées avec des sessions simultanées dans différents espaces, pour le secteur primaire (agriculture, élevage et pêche (Room 1), les infrastructures (Room 2), mines et industrie (Room 3), pendant le premier jour. Le deuxième jour avec des sessions sur énergie & pétrole (Room 4), tourisme (Room 5), et NTIC (Room 6). Pendant ce dernier jour, la rencontre sera ponctuée de visites sur sites et clôturée d'un dîner de gala. ■



AGENDA

-
- ▶ **3^{ème} ÉDITION DE LA FOIRE DU TOURISME DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI**
20-22 novembre 2023 - Doha - État du Qatar

 - ▶ **OIC COFFEE MEET CAMEROUN**
28-29 novembre 2023 - Yaoundé, République du Cameroun

 - ▶ **ATELIER SUR L'ACCÈS AU MARCHÉ ET LA GESTION DES CHAÎNES DE VALEUR RÉGIONALES AU PROFIT DES ENTREPRISES DIRIGÉES PAR DES FEMMES ET DES COOPÉRATIVES DES PAYS FRANCOPHONES DE L'OCI**
du 11 au 15 décembre 2023 - N'Djaména, République du Tchad

 - ▶ **ICDT INVEST DAYS N'DJAMENA**
13-14 décembre 2023 - N'Djaména, République du Tchad

 - ▶ **ATELIER DE SENSIBILISATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU SPC-OCI AU NIVEAU DE LA CEMAC**
14 décembre 2023 - N'Djaména, République du Tchad

 - ▶ **SOMMET ISLAMIQUE DE L'OCI**
16-17 décembre 2023 - Banjul, République de la Gambie

 - ▶ **ATELIER SUR L'ACCÈS AU MARCHÉ ET LA GESTION DES CHAÎNES DE VALEUR RÉGIONALES AU PROFIT DES ENTREPRISES DIRIGÉES PAR DES FEMMES ET DES COOPÉRATIVES DES PAYS ANGLOPHONES DE L'OCI**
18-20 décembre 2023 - Banjul, République de la Gambie

 - ▶ **ATELIER DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS PRÉPARATIF À LA 13^e CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE L'OMC AU PROFIT DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI**
11-12 Janvier 2024 - Tunis, République Tunisienne

 - ▶ **ATELIER SUR LES MESURES DE LA DÉFENSE COMMERCIALE AU PROFIT DES PAYS ARABES**
22-23 février 2024 - Casablanca, Royaume du Maroc

 - ▶ **RÉUNION DES COMMUNAUTÉS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES DE LA ZONE OCI**
25-26 janvier 2024 - Marrakech, Royaume du Maroc

 - ▶ **5^e SALON DE LA SANTÉ OCI**
4-7 juillet 2024 - Dakar, République du Sénégal



منظمة التعاون الإسلامي

OIC-OCI

L'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) est la deuxième plus grande organisation intergouvernementale après les Nations unies avec 57 Etats membres éparpillés dans 4 continents. L'Organisation est le porte-voix du monde musulman dont elle assure la sauvegarde et la protection des intérêts dans l'esprit de promouvoir la paix internationale et l'harmonie entre les différents peuples du monde.

Le Sommet Islamique, le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères et le Secrétariat Général constituent les principaux organes de l'OCI. L'Organisation compte également trois comités thématiques permanents qui sont le comité de la science et de la technologie, le comité de l'économie et du commerce, le comité de la communication et de la culture ainsi que le Comité Al-Qods. En outre, l'Organisation possède des institutions spécialisées opérant sous sa bannière, telles que la Banque Islamique de Développement (BID) et l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (ISESCO). Ces comités thématiques, organes subsidiaires et institutions affiliées de l'Organisation jouent un vital et complémentaire en travaillant dans divers domaines.

www.oic-oci.org



ICDT
INVEST DAYS

ICDT INVEST DAYS N'DJAMÉNA

SAVE



THE DATE



13 - 14 décembre 2023



**Hôtel Radisson Blu N'Djaména
République du Tchad**